



# Le Quotidien

Statistique Canada

**Le mardi 7 août 2001**

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

## COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

---

- **Permis de bâtir, juin 2001** 2  
La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités est restée pour ainsi dire inchangée en juin par rapport à mai. Cependant, le total pour les six premiers mois de 2001 a atteint son plus haut niveau en 12 ans en raison du niveau record des intentions de construction résidentielle et des hausses importantes enregistrées dans le secteur non résidentiel.

---

## NOUVEAUX PRODUITS

---



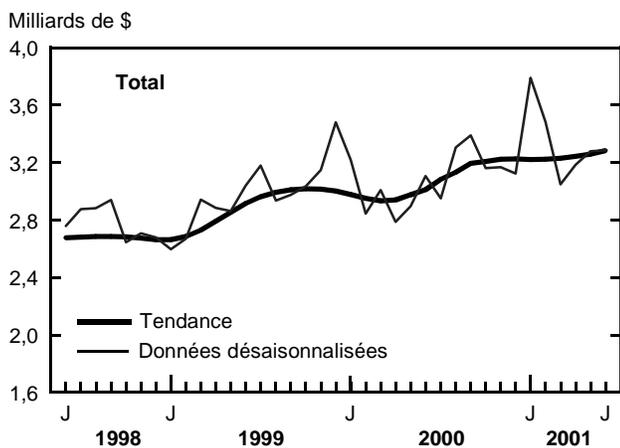
## COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

### Permis de bâtir

Juin 2001

La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités est restée pour ainsi dire inchangée en juin par rapport à mai. Cependant, le total pour les six premiers mois de 2001 a atteint son plus haut niveau en 12 ans en raison du niveau record des intentions de construction résidentielle et des hausses importantes enregistrées dans le secteur non résidentiel.

#### La valeur totale des permis est demeurée stable



En juin, la valeur des permis pris par les constructeurs a atteint 3,3 milliards de dollars, en hausse de 0,2 % par rapport à mai, les secteurs résidentiel et non résidentiel ayant suivi des voies opposées.

Sous la poussée des augmentations de la construction de logements unifamiliaux et de logements multifamiliaux, la valeur des permis de construction résidentielle s'est accrue de 6,5 % par rapport à mai pour atteindre 1,9 milliard de dollars. Par contre, les intentions dans le secteur non résidentiel ont chuté de 7,6 % pour s'établir à 1,4 milliard de dollars, chacune des trois composantes (industrielle, commerciale et institutionnelle) ayant accusé un recul.

De janvier à juin, les municipalités ont délivré pour 20,1 milliards de dollars de permis de bâtir, en hausse de 12,4 % comparativement à la même période en 2000. Il s'agit du plus haut niveau pour une première moitié d'année depuis 1989. Les hausses ont été

#### Note aux lecteurs

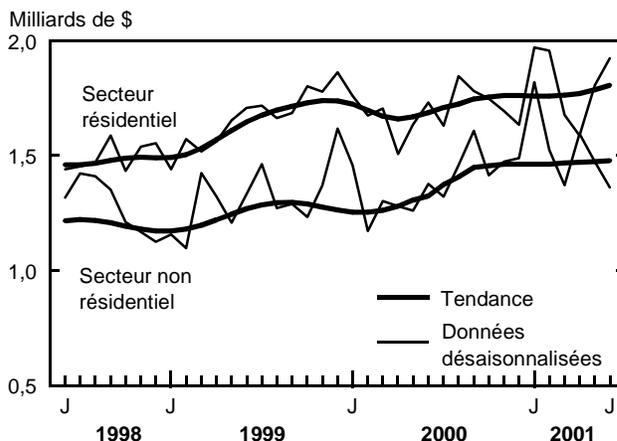
Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 500 municipalités représentant 94 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 6 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

vigoureuses à la fois dans le secteur résidentiel et dans le secteur non résidentiel.

#### Les permis résidentiels et non résidentiels ont varié en sens inverse



La valeur des permis de construction résidentielle a atteint un sommet de 10,9 milliards de dollars au cours des six premiers mois de 2001, en hausse de 9,1 % comparativement à la même période en 2000. Dans le secteur non résidentiel, le niveau cumulatif a été de 9,1 milliards de dollars, en hausse de 16,6 %.

Parmi les régions métropolitaines, la croissance la plus considérable pour la période allant de janvier à juin est survenue dans la région de Montréal et a été largement attribuable aux projets d'immeubles à bureaux et d'usines. La région de Toronto a enregistré

la deuxième augmentation en importance, qui a été attribuable essentiellement aux intentions de construction de logements multifamiliaux.

### **Les projets de construction de logements multifamiliaux ont été à l'origine d'un premier semestre record pour le logement**

En juin, la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a grimpé de 13,9 % pour se situer à 623 millions de dollars, après une hausse de 36,3 % en mai. La valeur des permis pour les logements unifamiliaux a progressé de 3,3 % pour atteindre 1,3 milliard de dollars.

À l'échelon provincial, les plus fortes hausses des intentions de construction résidentielle en juin ont été observées en Ontario (+13,9 %, valeur totale de 974 millions de dollars), puis, loin au deuxième rang, au Québec (+10,6 %, valeur totale de 310 millions de dollars).

Plusieurs indicateurs récents ont aussi affiché une vigueur remarquable dans le secteur de l'habitation. Le nombre de mises en chantier d'habitations a monté de 13,7 % en juin et, selon l'Association canadienne de l'immeuble, les ventes de maisons existantes dans les 25 principaux marchés du Canada ont établi un record trimestriel au deuxième trimestre de 2001. En outre, les prix pour les maisons neuves ont continué de progresser à une cadence soutenue.

Le taux d'inoccupation serré pour les appartements dans plusieurs grands centres a contribué à l'augmentation des intentions de construction de logements multifamiliaux.

La valeur record des permis de construction résidentielle pour les six premiers mois de 2001 a été essentiellement la conséquence d'une hausse de 24,0 % de la valeur des projets proposés pour les logements multifamiliaux. Ce taux de croissance était plus de six fois supérieur à la progression de 3,8 % des permis de construction de logements unifamiliaux.

À l'échelon provincial, l'augmentation la plus importante (en dollars) pour la période de janvier à juin est survenue en Ontario (+9,6 %, valeur totale de 5,5 milliards de dollars). La deuxième progression en importance a eu lieu en Colombie-Britannique (+27,1 %, valeur totale de 1,4 milliard de dollars). Les deux provinces ont affiché des augmentations considérables de leur composante multifamiliale. Par ailleurs, la Nouvelle-Écosse a accusé le plus net recul (-19,0 %, valeur totale de 211 millions de dollars).

### **Les secteurs commercial et industriel ont enregistré des reculs**

En juin, la valeur des permis pour les projets de construction non résidentielle a chuté de 7,6 % pour

s'établir à 1,4 milliard de dollars, après avoir reculé en mai.

Essentiellement le résultat d'une diminution dans la catégorie des immeubles à bureaux, la valeur des projets de construction commerciale a fléchi de 5,0 % pour se chiffrer à 706 millions de dollars, après un net repli en mai. Après un solide mois en mai, la Nouvelle-Écosse a affiché le recul le plus marqué (-74,3 %, valeur totale de 9 millions de dollars).

Sous l'effet d'une forte diminution de la valeur des permis de bâtir pour les usines, la valeur des intentions de construction industrielle a fléchi en juin (-22,2 %, valeur totale de 237 millions de dollars).

Les intentions de construction institutionnelle ont accusé le plus faible repli (-1,9 %, valeur totale de 418 millions de dollars). Les diminutions de la valeur des permis de construction d'établissements d'enseignement et d'immeubles gouvernementaux ont fait largement contrepoids aux augmentations du côté des immeubles de services sociaux et des projets mineurs. L'Alberta a accusé le plus net recul, tandis que l'Île-du-Prince-Édouard a obtenu la plus forte hausse.

Parmi les provinces, le recul mensuel le plus marqué est survenu au Québec (-17,9 %, valeur totale de 304 millions de dollars), conséquence d'une forte baisse du côté des usines dans la région de Montréal. À l'opposé, l'Ontario a connu l'augmentation la plus prononcée (+10,4 %, valeur totale de 538 millions de dollars). Les régions de Toronto et de Windsor ont enregistré de solides augmentations des projets de construction institutionnelle et commerciale.

De janvier à juin, les intentions de construction non résidentielle ont atteint 9,1 milliards de dollars, en hausse de 16,6 % comparativement à la même période en 2000, sous la poussée d'augmentations dans chacune des trois composantes. Les intentions de construction commerciale ont enregistré la plus forte progression (+15,1 %, valeur totale de 5,0 milliards de dollars). La valeur des permis de construction industrielle a atteint 1,9 milliard de dollars, en hausse de 9,5 %, tandis que celle des permis de construction institutionnelle s'est accrue de 27,5 % pour se situer à 2,2 milliards de dollars.

La faiblesse des taux d'intérêt, l'ampleur des bénéfices des sociétés en 2000 et l'augmentation des projets de dépenses de construction par les municipalités en 2001 vont de pair avec l'augmentation importante que révèle le total cumulatif pour le secteur non résidentiel.

À l'échelon provincial, le Québec a enregistré l'augmentation la plus considérable depuis le début de l'année (+53,1 %, valeur totale de 2,2 milliards de dollars). Inversement, la Nouvelle-Écosse a accusé la plus forte baisse (-43,2 %, valeur totale de 130 millions de dollars), en raison surtout des diminutions observées dans les composante commerciale et institutionnelle.

Valeur des permis de bâtir

Régions métropolitaines de recensement	Mai 2001 <sup>r</sup>	Jun 2001 <sup>p</sup>	Mai à juin 2001	Janvier à juin 2000	Janvier à juin 2001	Janv.-juin 2000 à janv.-juin 2001
	millions de \$	var. en %	millions de \$	var. en %	millions de \$	var. en %
St. John's	23,7	17,9	-24,4	82,0	89,5	9,2
Halifax	54,1	31,6	-41,5	294,5	172,4	-41,5
Saint John	8,1	5,9	-27,4	44,4	38,1	-14,2
Chicoutimi-Jonquière	11,8	13,0	10,9	78,5	98,4	25,4
Québec	60,4	64,0	5,9	285,4	347,8	21,9
Sherbrooke	13,5	7,8	-42,3	54,0	66,9	23,9
Trois-Rivières	19,4	12,3	-36,6	46,8	60,1	28,6
Montréal	366,9	346,5	-5,6	1 524,0	2 297,4	50,7
Hull	28,3	24,5	-13,5	117,9	201,8	71,2
Ottawa	122,8	124,2	1,1	640,9	751,1	17,2
Oshawa	48,6	78,4	61,3	366,0	273,9	-25,2
Toronto	523,9	668,0	27,5	3 945,1	4 358,8	10,5
Hamilton	62,4	76,6	22,8	359,6	429,1	19,3
St. Catharines-Niagara	30,5	29,2	-4,3	174,2	185,8	6,7
Kitchener	84,7	73,8	-13,0	376,8	427,2	13,4
London	100,6	82,0	-18,5	248,5	412,4	66,0
Windsor	29,1	59,2	103,2	238,8	259,8	8,8
Sudbury	7,7	7,5	-2,3	35,0	35,7	2,1
Thunder Bay	9,5	9,4	-0,8	54,3	48,8	-10,0
Winnipeg	39,9	44,1	10,5	268,5	224,0	-16,6
Regina	14,1	16,7	19,0	88,9	122,5	37,7
Saskatoon	31,8	8,8	-72,3	155,4	135,6	-12,7
Calgary	212,4	180,2	-15,2	1 227,4	1 101,0	-10,3
Edmonton	112,9	90,2	-20,0	609,7	638,0	4,6
Vancouver	282,4	243,4	-13,8	1 344,8	1 653,5	23,0
Victoria	20,7	27,4	32,3	145,8	167,8	15,1

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

**Note:** Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 260001 à 260008, 260010 et 260011 et matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 995 et 4073.

Le numéro de juin 2001 de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les produits*.

Le communiqué sur les permis de bâtir de juillet 2001 paraîtra le 5 septembre.

Pour obtenir des données, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 ([clarver@statcan.ca](mailto:clarver@statcan.ca)). Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Valérie Gaudreault au (613) 951-1165 ([gaudval@statcan.ca](mailto:gaudval@statcan.ca)), Division de l'investissement et du stock de capital.

□

**Le Quotidien, le 7 août 2001**

**Valeur des permis de bâtir**

	Mai 2001 <sup>r</sup>	Jun 2001 <sup>p</sup>	Mai à juin 2001	Janvier à juin 2000	Janvier à juin 2001	Janv.-juin 2000 à janv.-juin 2001
Données désaisonnalisées						
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
<b>Canada</b>	<b>3 278,5</b>	<b>3 283,8</b>	<b>0,2</b>	<b>17 857,5</b>	<b>20 064,7</b>	<b>12,4</b>
Résidentiel	1 804,9	1 922,7	6,5	10 011,9	10 919,9	9,1
Non résidentiel	1 473,6	1 361,1	-7,6	7 845,5	9 144,9	16,6
Terre-Neuve	36,6	31,9	-12,8	121,0	145,2	20,0
Résidentiel	17,9	19,0	6,6	85,9	85,2	-0,8
Non résidentiel	18,8	12,9	-31,3	35,1	60,0	71,0
Île-du-Prince-Édouard	4,6	57,4	1 145,7	44,2	92,7	109,8
Résidentiel	2,9	8,0	174,4	26,2	28,9	10,6
Non résidentiel	1,7	49,4	2 824,6	18,0	63,8	253,9
Nouvelle-Écosse	79,8	60,2	-24,6	489,5	341,0	-30,3
Résidentiel	41,8	48,7	16,3	260,3	210,9	-19,0
Non résidentiel	38,0	11,5	-69,7	229,2	130,1	-43,2
Nouveau-Brunswick	55,2	40,8	-26,1	229,0	251,0	9,6
Résidentiel	20,8	23,6	13,5	134,9	125,4	-7,1
Non résidentiel	34,4	17,1	-50,1	94,0	125,7	33,6
Québec	650,4	613,9	-5,6	3 023,6	3 978,2	31,6
Résidentiel	280,3	310,0	10,6	1 576,9	1 763,7	11,8
Non résidentiel	370,1	303,9	-17,9	1 446,7	2 214,4	53,1
Ontario	1 342,3	1 511,7	12,6	8 172,4	9 093,3	11,3
Résidentiel	855,5	974,1	13,9	4 983,8	5 463,9	9,6
Non résidentiel	486,8	537,6	10,4	3 188,6	3 629,5	13,8
Manitoba	63,8	71,9	12,7	445,9	373,7	-16,2
Résidentiel	29,6	33,0	11,5	179,0	165,6	-7,5
Non résidentiel	34,2	38,9	13,7	266,9	208,1	-22,0
Saskatchewan	64,3	46,4	-27,9	358,6	380,5	6,1
Résidentiel	24,3	15,2	-37,4	133,8	111,3	-16,8
Non résidentiel	40,0	31,2	-22,1	224,8	269,2	19,7
Alberta	512,0	426,9	-16,6	2 702,9	2 728,2	0,9
Résidentiel	277,0	257,7	-7,0	1 503,3	1 545,0	2,8
Non résidentiel	235,0	169,2	-28,0	1 199,6	1 183,2	-1,4
Colombie-Britannique	458,8	416,4	-9,2	2 223,5	2 638,3	18,7
Résidentiel	248,4	229,7	-7,5	1 099,7	1 398,0	27,1
Non résidentiel	210,4	186,7	-11,3	1 123,9	1 240,3	10,4
Yukon	3,6	1,9	-46,6	15,3	21,6	40,9
Résidentiel	1,7	0,9	-46,9	8,3	10,6	28,3
Non résidentiel	1,9	1,0	-46,4	7,0	11,0	55,7
Territoires du Nord-Ouest	1,7	2,9	64,3	10,0	11,7	17,0
Résidentiel	1,6	2,2	34,2	3,9	5,7	44,2
Non résidentiel	0,1	0,7	409,3	6,0	6,0	-0,7
Nunavut	5,4	1,6	-69,6	21,6	9,3	-56,9
Résidentiel	3,2	0,6	-81,1	15,9	5,7	-64,0
Non résidentiel	2,3	1,1	-53,5	5,7	3,6	-37,2

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

**Note:** Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

---

## NOUVEAUX PRODUITS

---

**La revue des céréales et des graines oléagineuses,**  
mai 2001, vol. 24, n° 5  
**Numéro au catalogue: 22-007-XIB (11\$/112\$).**

**La revue des céréales et des graines oléagineuses,**  
mai 2001, vol. 24, n° 5  
**Numéro au catalogue: 22-007-XPB (15\$/149\$).**

**Opérations internationales du Canada en valeurs  
mobilières,** mai 2001  
**Numéro au catalogue: 67-002-XPB (18\$/176\$).**

**Emploi, gains et durée du travail,** mai 2001  
**Numéro au catalogue: 72-002-XIB (24\$/240\$).**

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent  
pas les taxes de vente. Des frais de livraison  
supplémentaires s'appliquent aux envois à  
l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou  
-XIF représentent la version électronique en vente sur  
Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou  
-XPF, la version papier, -XDB, la version électronique  
sur disquette et -XCB, la version électronique sur  
CD-ROM.

### Pour commander les produits

**Pour commander les produits par téléphone:**

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	<b>1 800 267-6677</b>
Pour les autres pays, composez:	<b>1 613 951-7277</b>
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	<b>1 877 287-4369</b>
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	<b>1 800 700-1033</b>

**Pour commander par la poste, écrivez à:** Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.  
Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS  
et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet:** écrivez à [order@statcan.ca](mailto:order@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web  
de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)) sous les rubriques *Produits et services* et *Publications payantes* (\$).

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

Statistique Canada

**Le Quotidien**

Statistique Canada

Langue: français  
Date: 07 août 2001

**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport aérien, 1998** 7  
Après le pic de 2000, le trafic aérien a diminué de 2,1 % en 1998. Les compagnies aériennes ont subi des pertes de 2,1 milliards de dollars en 1998, contre 1,1 milliard en 1997. Les compagnies aériennes ont subi des pertes de 2,1 milliards de dollars en 1998, contre 1,1 milliard en 1997.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1998** 6  
À l'échelle de la production de biens et de services, le niveau de la productivité des entreprises canadiennes en 1998 a été de 104,3 points de base, contre 104,1 en 1997.

**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- **Indice de prix à la consommation, mai 2001** 40
- **Exportations et importations de biens matériels** 41
- **Salaires et dépenses des consommateurs, septembre 2000 à la fin mai 2001** 41
- **Productivité, 1997** 41

**NOUVELLES PARUTIONS** 42

Statistique Canada

**Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada**

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [listproc@statcan.ca](mailto:listproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, [julie.belanger@statcan.ca](mailto:julie.belanger@statcan.ca)

Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, [madeleine.simard@statcan.ca](mailto:madeleine.simard@statcan.ca)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.